

**Déclaration liminaire des commissaires paritaires du Sgen-CFDT Provence Alpes :**  
**CAPA du 16 juin 2010. Rédigée par Fabienne Chabrolin, élue agrégée**

Le mouvement a été, cette année encore, fortement perturbé par la diminution du nombre de postes vacants. On en connaît les causes : le dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, la multiplication des mesures de carte scolaire et le verrouillage des postes réservés aux néo-titulaires ont grippé la machine à mutation.

Beaucoup de candidats à un changement de poste ont dû renoncer à l'établissement, la commune, voire le département de leur choix, malgré le travail considérable des gestionnaires qui sont parvenus à améliorer le résultat initial.

Or, le gouvernement continue à annoncer la valse des suppressions de postes pour 2010, 2011, 2012, 2013...  
Quand cette hémorragie s'arrêtera-t-elle ?

Pourtant, si l'on en croit Josette Théophile, la DGRH de l'éducation nationale, invitée de l'émission de France Culture « Rue des écoles » le 2 juin dernier, « tout va bien ! » Nous manquons juste de « souplesse » !

Puis, alors que la journaliste de France Culture évoquait les 13 « leviers d'action » proposés aux académies pour optimiser l'organisation (sic) et concluait qu'il s'agissait de trouver les moyens de supprimer 16000 postes, Josette Théophile a répondu : « C'est cela... et ce n'est pas cela... » Et voilà l'explication : « En fait, c'est pour améliorer l'efficacité du système éducatif. »

Nous, nous avons compris que c'était uniquement pour faire des économies !

Il faudra sans doute que notre DGRH aille expliquer tout cela à la Cour des Comptes qui vient de rendre un avis alarmant sur l'état de l'école primaire, insuffisamment dotée. Elle constate que l'école primaire est le premier rouage du creusement des écarts entre les élèves des milieux favorisés et ceux des milieux défavorisés. Au pays des « droits de l'homme », de l'égalité, de la fraternité, l'école accroît les inégalités !

A la Cour des Comptes qui recommande d'augmenter fortement les moyens alloués au primaire, Mme Théophile pourrait répondre : « C'est cela... et ce n'est pas cela ! » Elle ferait comprendre aux commissaires aux Comptes que la diminution des RASED, la suppression de l'accueil dans les petites sections des maternelles, l'augmentation des effectifs dans les classes, c'est pour « améliorer l'efficacité du système éducatif » !

La multiplication des postes partagés – sur deux, trois établissements – le recours accru à des personnels précaires, la dégradation de la formation continue, c'est encore pour « améliorer l'efficacité du système éducatif » !

Et, dans une communion parfaite, nous pourrions célébrer tous ensemble l'enterrement joyeux de la formation initiale des maîtres : enfin débarrassés de l'IUFM et du savoir accumulé pendant près de vingt ans, nous entonnerions l'hymne à « l'amélioration de l'efficacité du système éducatif » !

Mais – car il y un « mais » – les mots ont un sens !

L'usage que le pouvoir fait du langage est abusif : un langage qui ne sert plus à décrire ce qui se joue sous nos yeux mais qui s'est autonomisé par rapport à la réalité que nous vivons. Un langage qui obéit à sa logique interne, dégagé des contingences. Un langage qui nomme « réformes » des mesures régressives, « amélioration de l'efficacité du système éducatif » la dégradation systématique des conditions d'exercice de notre métier, « équité » la mise en concurrence des élèves au sein même de l'institution, « solidarité » et « justice » l'expulsion ou l'internement des élèves dont les parents sont « sans papiers ».

Or, cet usage du langage n'est pas seulement abusif : il est dangereux !

Dangereux parce qu'il rompt la confiance et la communication, nécessaires, indispensables au bon exercice de notre mission de service public. Dangereux parce que l'épreuve de la réalité ne met pas de frein à sa course autonome. Dangereux parce qu'il se met exclusivement au service de l'idéologie qui tient lieu de pensée au pouvoir actuel : le libéralisme, et son avatar, « la concurrence libre et non faussée ».

Un tel usage du langage porte un nom : propagande !